

Le changement, c'est pour quand ?

Après 3 mois d'action du nouveau Gouvernement, que penser des décisions prises durant les semaines qui ont suivi les élections et notamment de la loi de finances rectificative adoptée le 31 juillet ?

Bien sûr, on ne peut que se réjouir de l'abrogation de certaines lois ou de certaines dispositions, parfois votées in-extremis par la précédente majorité présidentielle, comme celle instituant la TVA soi-disant « sociale ». De même, la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de vingt salariés, la révision des cadeaux aux plus fortunés, l'augmentation de la taxe sur les logements vides, l'encadrement du prix des loyers... vont dans le sens de plus de justice mais restent très en-deçà des besoins réels de nos concitoyens et les questions essentielles demeurent. En particulier celle du pouvoir d'achat, qui nécessiterait une hausse significative du SMIC, celle du financement de la protection sociale (une hausse de la CSG n'est toujours pas abandonnée), celle de la soumission au traité européen de stabilité budgétaire qu'il faut renégocier, comme l'avait promis le président Hollande durant sa campagne.

En effet, ce traité élaboré et signé par Sarkozy et Merkel instaure l'austérité sans limites et le contrôle des budgets des états par la commission de Bruxelles. Il va encore plus loin que les traités de Maastricht et de Lisbonne qui, loin d'apporter aux peuples de meilleures conditions de vie, les ont entraînés dans la crise, l'appauvrissement, la souffrance. Ce n'est pas le volet sur la croissance, simplement annexé au traité, qui en limite la nocivité quand s'installe, à coup de médias, d'interviews d'« experts » et d'études orientées, la notion de coût du travail qui serait prohibitif en France.

Quant aux entreprises, elles annoncent maintenant, en pleine période de congés, les

plans de fermetures de sites qu'elles avaient concoctés depuis des mois et mis en sommeil pendant les campagnes électorales. Ce sont des milliers de suppressions de postes chez PSA, Air France, Sanofi, sous prétexte d'économies, quand les dividendes des actionnaires ou les revenus des dirigeants ne sont pas remis en cause. A ces entreprises majeures, des fonds publics ont été octroyés mais elles n'ont pas tenu leurs engagements...

Dans le même temps, les tarifs du gaz et de l'électricité sont revus à la hausse sans aucune justification, les produits pétroliers comme l'essence et le gazole restent à un niveau très élevé... Un certain nombre de produits alimentaires de base (liés à la spéculation sur les céréales) vont aussi augmenter. Mais salaires et pensions, eux, ne bougent pas... Comment s'étonner que le nombre de nos concitoyens qui ne partent pas en vacances soit en augmentation ? Et qu'un sur cinq renonce aux soins ?

Alors, Monsieur le Président ! Ce que nous voulons, ce que nous exigeons, actifs comme retraités, c'est une autre politique économique et sociale pour notre pays. Nous voulons que soient interdits les licenciements boursiers qui n'ont d'autre justification que de satisfaire les marchés financiers, nous voulons que soit abrogée la loi Bachelot (Hôpital Patients Santé et Territoires), qui instaurait une politique d'austérité et de marchandisation dans les hôpitaux, nous voulons que soit mise en place une vraie politique industrielle sans laquelle il n'y a pas d'avenir pour la France.

Et ce que nous voulons, nous allons le crier haut et fort dès la Rentrée et particulièrement

le 9 octobre lors de la grande journée européenne d'initiatives pour une véritable politique industrielle, et **le 11 octobre** pour que nous, retraités, fassions entendre nos revendications légitimes.

**Agissons !
Ne lâchons rien !!**



Sommaire

- 1 . L'édito
- 2 . L'action
- 3 . L'information
- 4 . L'orga/la vie des sections

• SANOFI

Ces trois dernières années, Sanofi, première entreprise pharmaceutique française et européenne, a supprimé près de 4 000 emplois directs et des milliers d'emplois induits. Malgré près de 9 milliards de profits en 2011, elle veut fermer une partie de ses sites de recherche, notamment sur Toulouse et Montpellier, et deux autres activités du groupe, soit de 1 500 à 2 500 emplois directs. Les salariés n'entendent pas subir sans réagir : à Toulouse, ils manifestent chaque jeudi, notamment à l'appel de la CGT, et on a notamment pu les voir distribuer, dans leurs blouses blanches de chercheurs, des tracts sur Toulouse-Plages.

Notre fédération a adressé au PDG de L'Oréal, premier actionnaire du groupe Sanofi, un courrier pour lui demander de peser afin que la restructuration prévue n'ait pas lieu.



• AMIANTE : des avancées... mais des inquiétudes !

Le tribunal des prud'hommes de Toulon vient d'accorder, à 550 anciens salariés ayant été exposés à l'amiante, 10 000 euros d'indemnisation pour « préjudice d'anxiété ». Il s'agit d'une grande victoire après un combat de dix-sept ans, mais la France n'en est pas encore au stade de l'Italie, qui a récemment condamné d'anciens hauts dirigeants d'Eternit à la réclusion criminelle... Et, surtout, le commerce, et donc l'utilisation de l'amiante,

va continuer : des mines vont être relancées au Canada, les autorités affirmant que la fibre d'amiante serait utilisée de façon sécurisée. De nombreuses organisations internationales, dont l'Andeva, s'insurgent contre cette décision anachronique, qui va gravement pénaliser les travailleurs et habitants de la région des mines mais aussi ceux des pays où l'amiante va être exportée, notamment l'Inde, où la protection est très nettement insuffisante.

LES RETRAITÉS

EN ACTION

le 11 OCTOBRE !!!



C'est à une grande journée d'action unitaire que nous sommes appelés afin de faire entendre trois de nos principales revendications : pouvoir d'achat, accès aux soins, aide à l'autonomie. Il s'agit de nous faire voir et entendre, plus et mieux que d'habitude. Une grande manifestation à Paris est prévue : si 20 000 retraités CGT se dirigent vers l'Assemblée nationale avec banderoles et drapeaux aux couleurs de la CGT mais aussi du bruit, de la gaîté, du dynamisme, ni le Gouvernement ni le Patronat ni les médias ne pourront nous ignorer et ignorer nos légitimes revendications.

De nombreux retraités et sympathisants ne pourront pas se rendre à Paris : des manifestations semblables seront organisées localement, de façon unitaire.

Les retraités ne sont ni des assistés ni des privilégiés, ils ont un rôle important à jouer dans la société, il est grand temps qu'on les écoute et qu'on les respecte. Pour cela, il faut qu'ils se mobilisent, tous, partout !

• Parlons un peu des Jeux Olympiques !

Qui n'a pas eu les oreilles rebattues par ces Jeux ? C'est vrai que, par certains côtés, cela peut être une gloire que de les organiser, mais à quel prix ! Le budget prévu était de 4,3 milliards d'euros, il est aujourd'hui de 14 milliards, dont 9 seront à la charge de l'état britannique, donc du commun des mortels, qui va voir ses impôts augmenter alors que les sponsors verront les leurs diminuer. La Grèce, dont on connaît les difficultés financières, paie encore les Jeux de 2004 (2 à 3 % de la dette extérieure) pour entretenir des équipements qui ne servent plus !

Parlons un peu de ces sponsors :

- de Dow Chemicals, fournisseur de l'agent orange largement utilisé durant la guerre du Viêt Nam, mais aussi res-

pensable de l'accident de Bhopal, en Inde, qui a fait des milliers de morts et des centaines de milliers d'invalides, en 1984. Ses dirigeants ont réussi à échapper à toute poursuite...

- A Mittal aussi, qui, après avoir décidé la fermeture de sites à Madrid, à Liège, à Florange (pour lequel il a touché des subventions publiques), pavoise avec sa tour d'acier qui a coûté 18 millions d'euros et a obtenu, alors que c'est une responsabilité honorifique réservée aux sportifs et à eux seuls, de porter la flamme olympique dans les rues de Londres...

Tout cet argent aurait pu servir une plus noble cause, entre autres celle des salariés laissés dans la misère. Alors, des Jeux Olympiques populaires, humanistes et fraternels, oui ! Mais dégagés de la finance !

• Une nouvelle offensive contre la Sécurité sociale !

Une partie des cotisations sociales payées par les entreprises pourrait être transférée vers la CSG. Le Medef y est naturellement favorable mais aussi la CFDT qui prône une augmentation de la contribution des retraités ! C'est

l'existence même des cotisations patronales qui est en cause... (Extrait de l'argumentaire de la Fédération des Sociétés d'Etudes - juillet 2012)

Soyons attentifs, IL Y A DANGER !!!

• Après la Conférence UFR (suite du numéro 21)...



La motion rédigée durant la 10^{ème} Conférence de l'UFR et approuvée à l'unanimité des présents, va être adressée à tous les groupes parlementaires. Elle reprend l'ensemble des revendications des retraités CGT.

L'UFR demandera à être reçue afin d'explicitier ces revendications et d'en démontrer la légitimité. Cette motion pourra bien entendu être utilisée dans les territoires pour interpellier les parlementaires locaux nouvellement élus.

Tombola et Solidarité

Syndiqués à l'honneur

Lors de la soirée festive qui clôturait nos travaux, la Conférence a tenu à saluer des camarades pour leur fidélité sans faille à leur syndicat.

C'est ainsi qu'une médaille officielle CGT a été remise à six camarades présents (Jeannine Pany, Robert Perriolat, Lucienne Chardon, Claude Badoil, Guy Lapeine, Claude Sauvage) pour 50 ans et plus de syndicalisme.

Une médaille a été confiée à ses camarades pour qu'ils la remettent à Jean Landron, d'Adisseo Commentry, qui a adhéré à la CGT en 1944 et ne pouvait être présent.

Pour notre Conférence des retraités, l'UFR avait organisé une souscription de solidarité sous forme de tombola-loto et ce sont 2385 euros qui ont été recueillis, permettant ainsi la présence de délégués de petits syndicats, n'ayant pas les moyens de financer leur participation à nos travaux du Mont-Dore.

Remerciements aux 26 syndicats qui ont fait l'effort de placer ces cases de loto et aussi aux 20 syndiqués retraités qui ont retourné les feuilles qu'ils avaient reçues à leur domicile avec notre journal « On Continue ».

Le tirage de ces 2385 billets a récompensé 25 personnes par divers lots, offerts par des syndicats, plus un séjour d'une semaine en pension complète pour 2 personnes dans un site Touristra, au choix. C'est une retraitée de la raffinerie Total Donges (St Nazaire) qui a gagné ce 1^{er} prix. Nous remercions vivement Touristra.

• Dépassements d'honoraires

En trente ans, les dépassements d'honoraires pratiqués par les médecins ont explosé. Conçue au départ comme une solution budgétaire, l'autorisation donnée aux praticiens de fixer des tarifs libres est devenue un réel problème pour l'accès aux soins, notamment des plus précaires (40 % des Français ont déjà renoncé à se soigner pour rai-

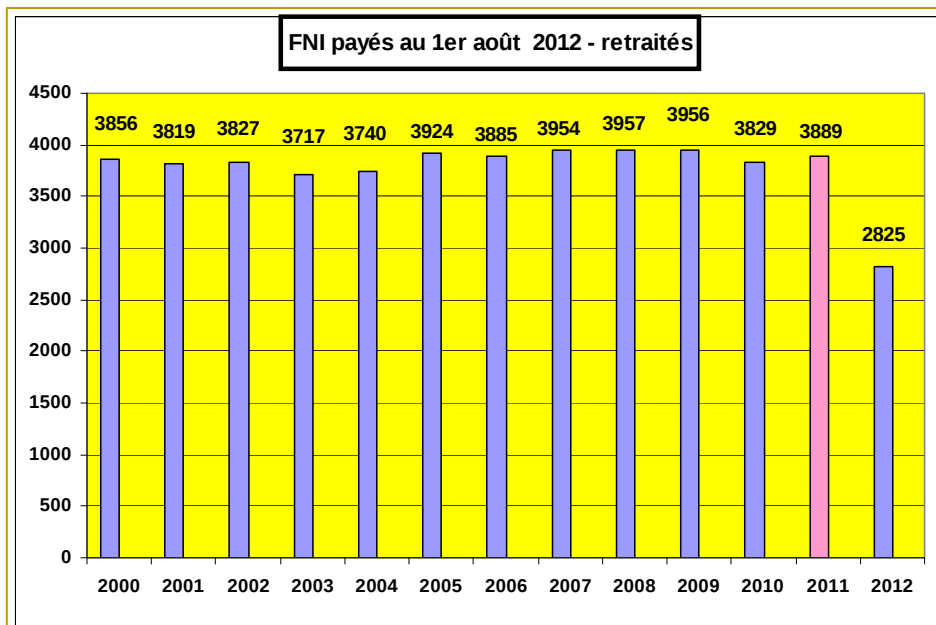


sons financières). Entre 1990 et 2010, les dépassements ont plus que doublé, passant de 900 millions à 2,5 milliards d'euros. La pratique des dépassements à l'hôpital public génère des inégalités entre les usagers qui peuvent payer pour échapper à la file d'attente et les autres. François Hollande, durant sa campagne, avait annoncé vouloir encadrer les dépassements d'honoraires. Des négociations ont débuté le 25 juillet entre l'assurance-maladie, les syndicats de médecins et les mutuelles (Extraits de L'Humanité du 24 juillet).

Il est regrettable que des représentants des usagers et les syndicats ne participent pas à ces négociations...

L'Agenda

- 26 septembre, AG de la FNIC
- 27 septembre, Conseil national de l'UFR
- 9 octobre, journée d'action nationale et européenne
- 11 octobre, journée d'action des retraités
- 11 et 12 octobre, colloque international du caoutchouc à Clermont Ferrand
- 14 et 15 novembre, conférence du médicament à Montreuil



Attention : c'est le nombre de FNI 2011 payés au 30 octobre 2012 qui sera pris en compte pour la représentativité des fédérations au 50^{ème} congrès confédéral, en 2013. Il est donc essentiel que tous les retards soient soldés le plus rapidement possible.

La vie des sections

● Les Retraités CGT de la plateforme chimique de Carling ont analysé la situation politico-sociale du pays

Les Retraités CGT de la plateforme chimique de Carling en Moselle, ont tenu, mercredi 20 juin 2012, leur dernière réunion avant les vacances.

Une satisfaction unanime s'est manifestée suite à l'éviction de SARKOZY et de ses barons, car ils sont responsables d'un recul social historique dans notre pays. Ils ont mené une lutte de classe violente, avec une arrogance et un mépris envers les Travailleurs, jamais égalés. Après avoir fait un constat de la nouvelle situation politique de notre pays et de notre région, les militants entendent légitimement relancer leurs revendications concernant l'augmentation du montant des retraites, qui n'ont pas été indexées sur la moyenne des salaires depuis plusieurs années, ainsi que la revalorisation à 75%, des pensions de réversion.

Ils demandent aussi que l'accès aux soins, en forte régression ces cinq dernières années, deviennent accessible à tous, et que la question de la perte d'autonomie,

de la naissance jusqu'à la fin, soit prise en compte dans le cadre général du financement de la sécurité sociale.

Les membres de la section, satisfaits du renforcement permanent de leurs effectifs (84 adhérents aujourd'hui, contre 22 en 2005), apportent et apporteront tout leur soutien à leurs camarades actifs dans la difficile lutte qu'ils mènent pour assurer la survie de la plateforme chimique, dans une période très incertaine.

La réunion s'est terminée avec le point sur les actions juridiques en cours.

A l'issue de cette réunion, nous avons assisté à un grand moment de fraternité intergénérationnelle, puisqu'une dizaine de Camarades actifs, parmi les plus jeunes, ont préparé un barbecue et ont servi les anciens à table (qui n'en demandaient pas tant), dans une chaude...très chaude...ambiance des plus conviviale et festive.

☞ *Belle initiative, est-elle isolée ? Faites-nous part de vos expériences.*